

# Bulletin du G.S.I

(*Groupe Socialiste Internationaliste*)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs IV° Internationale  
N°75 - AVRIL 2008 - 2 EUR



# L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV° Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

## Crise des "subprimes" ...



## krach boursier...



## Moraliser le capitalisme ?

## Sommaire du n° 75

- ✓ Edito. p.2
- ✓ UIMM : les véritables enjeux p.4
- ✓ Après les municipales... p.5
- ✓ Déclaration du GSI avant les municipales. p.7
- ✓ Contre le « BAC unique » et la LRU. p.8
- ✓ Tribune libre du SEUL. p.9
- ✓ Courrier International - Vénézuella p.11
- ✓ Déclaration de la LIT-QI sur l'attaque militaire du gouvernement Uribe (Colombie / Equateur / Vénézuella)

### L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O

BP 66

94311 ORLY CEDEX FRANCE

(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique

(E-Mail) [nouvelle adresse](mailto:nouvelle_adresse) :

[contact@gsi-litqi.org](mailto:contact@gsi-litqi.org)

Site Web ([nouvelle adresse](http://www.gsi-litqi.org/)) :

<http://www.gsi-litqi.org/>

Clôture rédactionnelle le

27 mars 2008

Directeur de la publication :

J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

## Edito.

# De la crise des « subprimes », à celle du système capitaliste.

Partie d'un événement qui, rapidement, n'a eu plus rien de conjoncturel, « la crise à 2 000 milliards de dollars »<sup>1)</sup>, pour reprendre l'expression d'un chroniqueur de la radio *France Info*, en est désormais à dépasser le cadre d'une crise structurelle du système capitaliste pour devenir, purement et simplement, une « crise systémique », en ce sens qu'elle pourrait menacer le capitalisme dans ses fondements mêmes. Au-delà des centaines de milliards de dollars déversés par les banques centrales dans des opérations de sauvetage à courte vue, au-delà même des conséquences sur l'économie réelle, les débats sur les « questions d'éthique », outre-atlantique, montrent que les capitalistes se préparent à faire face à l'étape suivante : défendre bec et ongles la légitimité d'un mode de production condamné de longue date par l'histoire.

### Ce n'est qu'un début...

La liste est longue des banques touchées par la crise des subprimes et ses conséquences. L'été dernier, on a vu la Northern Rock et ses files d'attente de déposants. Mi-mars 2008, on voit couler la Bear Stearns, cinquième banque d'investissement US ; ses clients, de gros spéculateurs, n'ont pas eu, eux, à faire la queue dans la rue. Dans un premier temps, cette banque a été rachetée en catastrophe par JP Morgan Chase, pour 236 millions de dollars, à peine le tiers de la valeur estimée de son siège social. Dans le jargon bancaire, c'est une vente « à la casse », même si le montant de la vente a été revu à la hausse par la suite... Entre-temps, un des 60 fonds de placement de Carlyle Group (en partie gestionnaire de la fortune des Bush et des Ben Laden) est en passe de terminer sa courte vie de sept mois, laissant une ardoise de près de 17 milliards de dollars.

Citons encore un exemple : celui de la Société Générale. Cette banque qui, fin 2007, avait 200 millions d'euros de pertes dues aux « subprimes », en a su-

breptiquement admis 2 milliards, lors de la conférence de presse qui a lancé « l'affaire Kerviel » ; laquelle affaire a été estimée à quelque 5 milliards...

Pourtant, cette crise est loin d'être terminée et, tout comme le nuage de Tchernobyl, elle ne contournera point le pays merveilleux des Nicolas, Carla et Marie-Ségolène..., n'en déplaise à Christine Lagarde, ministre de l'économie et des finances.

En effet, aux USA, les défaillances d'emprunteurs non solvables se poursuivent. Pour faire simple, ces derniers doivent choisir maintenant entre le remboursement de leur maison et celui de leur(s) carte(s) de crédit ; des cartes garanties par la valeur dépréciée de la maison. Dit autrement, les faillites personnelles et leurs effets sur l'immobilier s'étendent désormais au crédit à la consommation. Sur les banques de ce secteur, l'impact sera immédiat et égal à celui de l'immobilier, à savoir : des faillites et des milliers de licenciements. Si la consommation recule, la production des biens de consommation reculera aussi, y compris dans les « pays émergents ». Et puis, les échanges ralentiront à l'échelle du monde, l'investissement s'arrêtera et reculera : ce sera alors la Grande Dépression de 1929, mais en plus rapide.

Ce qui affole particulièrement les responsables des banques centrales qui, eux, veillent à la pérennité du système capitaliste, c'est la conjonction de trois facteurs : la déflation (recul des prix) dans l'immobilier, l'inflation due à la spéculation sur les matières premières (pétrole en tête), accueillant les capitaux fictifs en mal de rentabilité et le ralentissement de « la croissance », voire son recul à l'échelle du monde, la récession. Après 30 ans de déréglementation, une vieille controverse refait surface : les banques centrales doivent-elles intervenir ? Et si oui, pour quoi faire ?

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

## « Too big to fail... »

Le débat fait rage aux USA à propos de « l'aléa moral », un concept du domaine des compagnies d'assurance. Simplement, quand quelqu'un est assuré, il a tendance à prendre plus de risques (c'est l'aléa moral) et, dans ce cas, il faut le menacer, voir le « punir » pour empêcher que le risque ne se réalise et devienne un sinistre. C'est pourquoi les capitalistes veulent que les emprunteurs remboursent quoi qu'il leur en coûte ; ils s'opposent donc par principe à toute solution, publique ou non, qui viendrait « aider » les ménages en difficulté à étaler leurs remboursements, sur la base d'intérêts plus bas. Sinon, disent ces messieurs de la finance, les emprunteurs, les ménages ouvriers, seraient incités à prendre des risques inconsidérés à l'avenir...

Pour eux-mêmes, bien entendu, les capitalistes ont tendance à inverser les termes du raisonnement qu'ils appliquent aux ménages, aux travailleurs. Mais, que voulez-vous, il y va de la légitimité du système capitaliste, et certains banquiers estiment que le principe doit s'appliquer à tous, *ou presque*. Les mêmes estiment que ce fût une erreur en 1998 (faillite de LTCM), comme en 2000 (éclatement de la bulle internet) d'avoir sauvé les « players » (spéculateurs à haut risque) en ouvrant les vannes du crédit. Les « players » auraient alors compris le message suivant : nous pouvons recommencer, la « Fed », la Banque centrale européenne, la Banque d'Angleterre, du Japon et d'autres continueront à payer..., avec l'argent des « contribuables », c'est-à-dire des travailleurs.

Appliquer le principe à tous *ou presque*... Car si les banquiers sont prêts à « faire la part du feu » en acceptant la faillite de petits ou moyens établissements, ils changent d'avis quand il s'agit de grosses banques assises sur une pyramide de papier formée de centaines de milliards de dollars. Ainsi, à travers le sauvetage de Bear Stearns, la « Fed » s'est engagée à... garantir ses engagements ! « Too big to fail » (trop gros pour faire faillite), dit-on à Wall-Street. Quant aux ouvriers et employés qui se retrouvent à la rue, seraient-ils « too small not to fail » (trop petits pour ne pas faire faillite) ? Il y a là une double contradiction, politique et sociale, explosive qui se développe au

coeur même de la citadelle impérialiste. D'où la multiplication des déclarations dans le sens d'une moralisation du capitalisme...

## Moraliser le capitalisme ?

Aujourd'hui conseiller de Sarkozy, Henri Guaino s'était essayé à l'exercice, début 2007, dans les Echos : le capitalisme est basé sur la confiance, et la morale est nécessaire à la confiance ! Vont dans le même sens Sarkozy et bien d'autres, dont les altermondialistes (pour ne pas parler du PS ou même du PCF) qui, eux aussi, se situent souvent sur ce terrain moralisateur. Mais derrière le discours de moralisation, la réalité du capitalisme n'abdique pas ; et Hermès, dieu des voyageurs, des commerçants et des voleurs, vient donc de parler par la bouche de son Oracle, A. Greenspan, responsable de la « Fed » de 1987 à 2006, lequel est sorti de sa « réserve » le 17 mars dernier (puisque c'est toute sa politique sur dix-neuf ans, qui est malmenée aujourd'hui).

Car en effet, la crise des crédits « subprimes » trouve sa source dans les mesures prises par la « Fed », en 2000, pour tenter d'amortir les effets de l'explosion de la « bulle internet » par une politique de crédit facile. Celui qui appréciait se voir sollicité comme un gourou, Greenspan, se trouve maintenant sur la défensive, mais pour autant, il ne perd pas le nord et ce qu'il dit est édifiant : *« L'actuelle crise financière aux Etats-Unis va être vraisemblablement jugée comme la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette crise laissera de nombreuses victimes. Le système d'évaluation des risques actuellement en place sera particulièrement touché (...). Mais j'espère que l'une des victimes ne sera pas le système de surveillance mutuelle et plus généralement l'autorégulation financière comme mécanisme fondamental d'équilibre du secteur financier mondial »* (C'est nous qui soulignons, NDLR). Il poursuit : *« Il est important, voire essentiel, que toute réforme et ajustements dans la structure des marchés et leur régulation ne remettent pas en question nos garde-fous les plus fiables et efficaces contre les défaillances économiques, à savoir la flexibilité des marchés et la libre concurrence »* (Idem) (Les Echos du 17 mars 2008, reprise du Financial Times [Crise financière : Greenspan évoque "la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale"]).

Comme si le « système de surveillance mutuelle », « l'autorégulation » pouvaient être des « garde-fous fiables et efficaces », alors que tous les dispositifs, à commencer par les trop fameuses « agences de notation », n'ont fait qu'accréditer la solidité là où il n'y avait que du vent. En réalité, ces garde-fous sont d'authentiques pousse-au-crime ! Aussi, au-delà d'un réel cynisme, A. Greenspan reste très clair : pour lui, il ne faut rien toucher à l'édifice ultra-libéral construit ces trente dernières années, car ce sont bien les travailleurs qui doivent payer.

En effet, cet édifice permet au système capitaliste d'espérer reporter les échéances de l'Histoire en faisant peser le coût exorbitant de ces échéances sur les travailleurs et les peuples opprimés. C'est-à-dire, continuer à détruire des forces productives à commencer par l'homme lui-même, briser la résistance des travailleurs et des paysans, les jeter dans la course à la misère, repartir dans une nouvelle phase de concentration du capital. C'est le remède de Greenspan ; c'est le remède des capitalistes. Pour cela, ils exigent d'avoir les mains totalement libres et un crédit illimité. Privatiser les profits, socialiser les pertes, à l'exemple de la Bear Stearns : voilà, leur solution.

Il existe pourtant une alternative : rassembler largement les exploités et renverser ce mode de production dépassé, caractérisé par la propriété privée des moyens de production et d'échange, l'exploitation du travail salarié, la concurrence entre les plus humbles. Il y a une nécessité historique : mettre en place un nouveau mode de production, basé sur la propriété collective des moyens de production et d'échange à l'échelle du monde : le socialisme. Le passé de l'humanité est dans la concurrence, et son avenir, dans la coopération entre les hommes, dans la libération des forces productives et leur développement.

1) Au sujet de la crise actuelle, voir l'Internationale : n°66 de mars 2007 (*La course folle du capitalisme vers la barbarie*), n°70 de septembre 2007 (*La bulle immobilière aux USA a éclaté*) et n°73 de janvier-février 2008 (*Un système parasitaire condamné*).

# Au-delà de « l'affaire de l'UIMM » : les véritables enjeux

Alors, savait..., savait pas... ? L. Parisot prétend qu'elle ne savait pas ; de leur côté, D. Dewavrin, prédécesseur de D. Gautier-Sauvagnac, et « DGS » lui-même, prétendent qu'elle était au courant des pratiques de l'UIMM. De « sacrés menteurs », pour la patronne du MEDEF, qui dépose une plainte et somme l'UIMM de rendre tous ses mandats exercés au nom du MEDEF. Cependant, le feuilleton qui occupe les salles de rédaction depuis que le pot aux roses a été sinon découvert, tout au moins révélé, pourrait bien n'être que le paravent d'une remise en cause de grande envergure.

## Le feuilleton patronal

C'est en effet un véritable feuilleton ! Qu'on en juge : une « caisse noire » de 600 millions d'euros constituée par l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie), après 1968. Des retraits en espèces de près de 19 millions d'euros, entre 2000 et 2007. Le ministre des finances, « informé » en 2005 par le directeur de BNP-Paribas, garde cela « sous le coude » car une offensive se prépare discrètement. L'affaire est enfin révélée par le journal le Figaro, fin septembre 2007. Premier scandale.

Entre-temps, le ministre des finances est devenu... président de la République, et L. Parisot, Présidente du MEDEF. Devant le tollé, D. Gautier-Sauvagnac quitte ses fonctions à l'UIMM..., muni d'un « parachute doré » de 1,5 million d'Euros ! l'UIMM s'engageant à prendre à sa charge les conséquences financières éventuelles des suites judiciaires de l'affaire. Second scandale.

L. Parisot rentre de vacances précipitamment, déboule au « 20 heures » de France 2, déclare qu'elle « ne décolère pas » et exige de l'UIMM qu'elle remette ses 90 principaux mandats détenus au nom du MEDEF. L'UIMM se cabre, D. Dewavrin, Gautier-Sauvagnac et d'autres « balancent » L. Parisot, laquelle porte plainte. C'est le troisième scandale. E. A. Seillières, actuel Président de BusinessEurope (MEDEF européen) et prédécesseur de L. Parisot, ouvre le parapluie. F. Saint-Geours, Président de l'UIMM, recule. L'organisation patronale se divise.

## « Fluidifier » quoi, au juste ?

Lors de la révélation de cette affaire (voir l'Internationaliste n°72), le principal intéressé avait expliqué que cette caisse était destinée à « fluidifier les relations sociales ». Les habitués commentateurs avisés ont immédiatement traduit : « arroser les syndicats de salariés » ; ce que certains syndicalistes à la retraite ont bruyamment confirmé.

Depuis, Yves Bertrand, ancien directeur des renseignements généraux, parle de financement de campagnes électorales. Les bureaucrates syndicaux, piqués au vif, réagissent dans le même sens. Ainsi, M. Dumas, secrétaire de la CGT, s'indigne de ce que « les entreprises aient pu prélever des sommes destinées à constituer des caisses noires contre les grèves des salariés, contre la CGT, et pour obtenir des amendements à l'Assemblée nationale, pour soutenir tel ou tel candidat politique. » (RMC.fr le 4 mars 2008).

Quant à F. Fillon, il déclare : « Je veux rappeler qu'il y a une instruction judiciaire en cours et que le rôle du Premier ministre, le rôle des membres du gouvernement, ce n'est pas de se substituer à la justice. » (Europe 1, le mardi 4 mars 2008). Ben voyons ! Voilà pour « l'affaire » en cours... Mais allons plus loin, passons derrière le paravent.

## Derrière le paravent

Héritière du sulfureux Comité des forges fondé en 1864, l'UIMM, pour la première fois depuis 2005, n'est plus à la tête du patronat de ce pays. Le rééquilibrage interne du MEDEF au profit des services et au détriment de l'industrie se poursuit, qui confirme le choix des capitalistes de liquider une grande partie du tissu industriel de ce pays, dans le cadre d'une nouvelle division internationale du travail. Les restructurations se succèdent, les délocalisations battent leur plein vers des cieux où les travailleurs sont contraints d'accepter des salaires et conditions de travail souvent moyenâgeux. C'est le capital financier qui décide, qui impose sa volonté.

Désormais, pour la bourgeoisie, le cadre issu de la Seconde Guerre mondiale a vécu. Acculée à « lâcher beaucoup

par peur de tout perdre », la classe capitaliste avait alors conclu un accord avec les réformistes et les stalinien ; accord qui peut se résumer ainsi : des conquêtes sociales importantes, en contrepartie de l'aide active des bureaucrates pour empêcher le déferlement de la révolution au sortir de la guerre. Pudiquement, cela s'appelle le programme du Conseil national de la Résistance.

Vaille que vaille, l'accord à tenu à coup de compromis souvent, et de compromissions aussi, nonobstant la vague de grèves de 1945 à 1953, et le coup d'Etat du 13 mai 1958 ayant porté de Gaulle au pouvoir. Ensuite, la fin de la période de reconstruction dans les années 60 et la révolution ratée de 1968 ont sonné, pour la bourgeoisie, l'heure de la remise en cause des conquêtes ouvrières. Depuis, la classe ouvrière pourtant résiste, malgré le chômage de masse, malgré l'explosion de la précarité, malgré la division, malgré les trahisons.

Aujourd'hui, alors que les projecteurs sont braqués sur « l'affaire de l'UIMM », en coulisses la « concertation » bat son plein. Son objectif ? Porter le coup de grâce au modèle social issu de 1945. Tout mettre par terre : le Code du travail, le Statut de la fonction publique, le SMIC, les retraites, la protection sociale, y compris l'assurance chômage. Tout « remettre à plat » : jusqu'à la représentativité syndicale, jusqu'au financement des syndicats de travailleurs. C'est le contenu de « l'agenda social » de Sarkozy ; un agenda auquel s'intègrent pleinement les bureaucrates syndicaux, sur la base de « diagnostics partagés ».

Si les patrons, les ministres et les bureaucrates parvenaient à leurs fins, la bourgeoisie aurait non seulement gardé le pouvoir, mais aussi récupéré toutes les conquêtes survenues depuis... 1902. Cerise sur le gâteau : les syndicats ouvriers indépendants du patronat et de l'Etat appartiendraient au passé. Voilà les véritables enjeux !

J.-Louis

# Quelle alternative politique après le résultat des élections municipales ?

C'est dans un contexte d'approfondissement de la crise économique mondiale et de multiplication des mouvements de grèves que se sont déroulées les élections municipales et cantonales des 9 et 16 mars derniers. Ces scrutins ont été marqués par plusieurs aspects significatifs de la situation politique actuelle : une abstention record, une sévère défaite de l'UMP, une victoire par défaut du PS, des résultats non négligeables pour PCF et « l'extrême gauche ».

Dans le contexte de crise institutionnelle que la France connaît depuis plusieurs années, il est significatif que l'abstention ait atteint son taux le plus élevé depuis 1959, pour des élections municipales. En effet, l'abstention, les votes blancs et nuls ont fait un taux de 41,3% au premier tour, et de 42% au deuxième tour. Ces chiffres se vérifiant particulièrement dans les grandes villes et dans les cités ouvrières, s'est ainsi vue confirmée une tendance observée tout au long des dernières élections (en dehors du contexte particulier des présidentielles de 2007), à savoir : une abstention massive, traduisant un rejet croissant des institutions politiques en place.

Lors de ces élections, l'UMP a subi une sévère défaite en perdant plusieurs villes importantes, comme par exemple Toulouse, Strasbourg, Metz, Saint-Étienne, Caen, Rouen, Reims, Amiens etc.. Sur les 300 villes de plus de 30 000 habitants, l'UMP n'en contrôle plus que 120 contre 175 auparavant. Si présentés dans des villes qui n'étaient pas gagnées d'avance, les membres du gouvernement ou de l'appareil de l'UMP ont connu de sérieuses difficultés : le ministre de l'éducation X. Darcos, à Périgueux ; R. Yade, à Colombes ; la porte-parole de l'UMP N. Morano, à Toul (là où les ouvriers de l'usine de Kléber ont été en grève pendant plusieurs semaines) ; ou encore les ex-ministres R. Dutreil et C. Vautrin. Tous, ils en sont sortis perdants.

Alors que N. Sarkozy avait déclaré, au mois de décembre (mais il s'est ravisé après), qu'il voulait faire de ces élections un test de sa politique nationale, les résultats apparaissent bien comme un rejet important de la politique du gouvernement et de la série de contre-réformes qu'il a entreprises. Ce rejet a été particulièrement fort de la part des jeunes et des travailleurs. En réponse, les responsables du gouvernement ont immédiatement annoncé que, pour prendre en compte le résultat des élec-

tions municipales..., il fallait continuer les « réformes », et même accélérer leur rythme!

Pour autant, le nombre de villes gagnées par la gauche institutionnelle ne correspond pas à un vote d'adhésion au « projet politique » du PS et de ses alliés. Car ce projet est le même que celui de l'UMP. En effet, depuis que N. Sarkozy est arrivé au pouvoir, le PS s'est borné à critiquer la méthode du gouvernement, mais non pas le fond des mesures adoptées. Et si le PS cautionne les liquidations du système de retraite par répartition, de la sécurité sociale, du code du travail, des services publics, et la privatisation de l'enseignement, c'est parce qu'il est définitivement passé du côté bourgeois et qu'il se place désormais dans le cadre de la gestion du capitalisme. En cherchant à satisfaire les exigences de l'Union Européenne, c'est-à-dire, en cherchant à baisser les coûts de production et les dépenses de l'Etat, le PS contribue à la destruction des conquêtes ouvrières et des droits des travailleurs, ainsi qu'à la réduction des salaires. Sur ces objectifs, le PS et l'UMP se retrouvent. Aussi, dans le cadre de la politique de régionalisation voulue par l'UE, les collectivités territoriales (régions, départements, communes...), contrôlées très majoritairement par le PS, sont amenées à jouer un rôle de plus en plus important dans la gestion des questions liées à l'éducation, aux aides sociales, etc.. En d'autres termes, le PS et l'UMP se partagent le travail pour appliquer les mesures voulues par l'UE.

Si le PS a gagné un nombre important de villes, c'est donc parce que les jeunes et les travailleurs ont saisi, sur le terrain électoral et en l'absence d'une alternative politique crédible, cette occasion pour rejeter la politique du gouvernement. La victoire par défaut du PS confirme également la tendance observée lors des élections précédentes, à savoir : chaque pouvoir en place est sanctionné. Cela traduit en fait une

grande instabilité politique, et une volonté des travailleurs de remettre en cause les équilibres politiques et institutionnels existants.

Ces élections ont également montré l'importance du vote PCF et d'extrême gauche.

Tout d'abord, en ce qui concerne le PCF, force est de constater qu'il se maintient assez bien par rapport à ce que pouvaient présager les résultats électoraux précédents. Ce parti arrive même à regagner quelques villes comme Dieppe, Vierzon et Villeneuve St Georges, et la présidence du Conseil Général de l'Allier. Il faut tout de même souligner que son poids en sort légèrement réduit avec la perte d'Aubervilliers, de Montreuil, de Calais et de la Seine-Saint-Denis, et qu'il échoue à regagner Le Havre, Sète, Nîmes. En tout état de cause, la situation du PCF apparaît comme étant de plus en plus dépendante des accords électoraux passés avec le PS.

## L'Extrême Gauche et la pêche aux voix

En ce qui concerne l'extrême gauche, les résultats montrent une stabilisation du nombre total de votes : autour de 2% exprimés à échelle nationale ; avec, cependant, une évolution de la répartition de ce vote, entre 2001 et 2008. Mais la délimitation des listes d'extrême gauche est apparue comme étant de plus en plus floue en raison de l'imbrication des forces politiques, et ce, y compris avec des partis bourgeois, comme le PRG (Parties radicaux de Gauche). Ces listes se sont constituées avant tout pour des raisons électoralistes, ce qui traduit une confirmation du processus de décomposition des partis politiques ouvriers. On a ainsi vu une liste LO-LCR-PT-PCF-PS-MRC, à Saint-Quentin dans l'Aisne ; ou PCF-LCR-PT à la Seyne sur Mer ; ou PCF-LO-PT à Toulon. Il y a également eu

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

des regroupements extrêmement hétérogènes, autour de la LCR, en Bretagne, par exemple (Nantes et Saint-Herblain), avec le groupe régionaliste « EMGANN », ou encore à Lyon.

Pour ces élections, LO a présenté 117 listes et participé à 69 listes unitaires avec d'autres partis, principalement le PCF et le PS. Dans la continuité de son appel à voter pour S. Royal au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2007, l'attitude de cette organisation apparaît comme fortement électoraliste : ainsi le 9 mars, au soir du premier tour, elle se félicitait d'avoir obtenu plus d'élus qu'en 2001, tout en rangeant ses critiques vis-à-vis du PS. Globalement, LO obtient près de 70 conseillers municipaux ; en grande partie, grâce aux accords passés avec le PS et le PCF.

De son côté, la LCR, qui présentait un peu moins de 200 listes, atteint des résultats assez conséquents dans plusieurs villes, avec 32 listes dépassant les 10% et près de 100 listes faisant entre 5 et 10%. Aussi, la LCR obtient près de 90 des élus municipaux, dont 3 à Clermont-Ferrand, 2 à Lyon, 2 à Sot-

teville-lès-Rouen, etc. Toutefois, à l'image de LO, et même si cela s'exprime de manière différente, ces résultats ne doivent pas cacher la nature du projet politique.

La LCR n'a certes pas conclu d'accord « technique » électoral à la mesure de celui passé entre LO et le PS, mais son projet n'est pas pour autant plus progressiste, bien au contraire : la LCR (qui depuis son dernier Congrès n'apparaît plus comme une organisation marxiste révolutionnaire) a lancé son projet de Nouveau Parti Anticapitaliste, **après** avoir retiré de ses statuts le centralisme démocratique et la dictature du prolétariat. De plus, ce parti parle d'un « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », qui reste à définir, et qui rappelle le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » d'Hugo Chavez : un *socialisme* sans renversement du capitalisme !

Les forces d'extrême gauche ont donc transformé les élections - qui, pour les révolutionnaires, doivent rester une tribune pour avancer dans la construction du parti révolutionnaire, en une fin en soi. En réalité, les partis d'extrême gauche sont de plus en plus institutionnels et de moins en moins révolution-

naires. Cependant, à défaut d'un projet politique conséquent, l'importance du vote d'extrême gauche et l'abstention significative, parmi la classe ouvrière et la jeunesse, montrent qu'il existe un espace politique pour la construction d'un **véritable parti ouvrier révolutionnaire pour le socialisme**.

Tous ces résultats confirment que les élections ne constituent qu'un terrain déformé de la lutte des classes, et, tels qu'analysés par le gouvernement dès la fin des élections, ces résultats ne stopperont pas la volonté de Sarkozy-Fillion de continuer à s'attaquer aux travailleurs.

Ces élections ont en effet été encadrées par un nombre **croissant de grèves** pour l'emploi et les salaires, ainsi que par **des mobilisations** d'enseignants et de lycéens contre le processus de privatisation de l'école publique. C'est **cette méthode de mobilisation permanente**, la seule possible, qui devra être développée jusqu'au bout, pour mettre à bas l'offensive menée contre la classe ouvrière et la jeunesse.

Mathieu

(Suite de la page 7)

Aussi, du point de vue des marxistes révolutionnaires, il est décisif d'appuyer les mobilisations en cours, d'aider à leur multiplication et à leur centralisation, dans un combat sans concessions contre les bureaucraties syndicales.

La construction d'un syndicalisme de lutte de classes, à travers la construction de tendances de luttes de classes dans les syndicats, est donc à l'ordre du jour. De même que la construction d'un parti ouvrier indépendant et internationaliste est une impérieuse nécessité. Une nécessité qui entre en opposition avec les partis de collaboration de classes, quelle que soit leur forme : type

LO qui hypothèque son indépendance pour quelques sièges dans des conseils municipaux ; centriste, pro-réformistes et fourre-tout, type LCR ; chauvins au service de la république bourgeoise, type PT-POI.

En conséquence, le GSI est prêt à appuyer tout candidat, toute liste, dans la mesure où ils se situent sur le terrain de la rupture avec le capitalisme, dans la mesure où ils se placent dans la perspective du socialisme. C'est notre choix tactique à l'occasion de ces élections municipales.

Paris, le 2 mars 2008

1) **Joseph Stiglitz** : Responsable des conseillers économiques de Clinton de 1995 à 1997 ; vice-

président et économiste en chef de la Banque mondiale de 1997 à 2000 ; Prix Nobel d'économie en 2001. Il est le chef de file des néo-kénéens, connu pour ses critiques du FMI et de la Banque mondiale. Il vient d'être chargé d'une « mission de réflexion sur la mesure de la croissance » par... N. Sarkozy ! (AFP du 8 janvier 2008)

2) **John Holloway** : Economiste et « philosophe marxiste ». Par sa critique du marxisme « autoritaire », il se rapproche des thèses libertaires. Zapatiste convaincu, son ouvrage de référence s'intitule « Change The World Without Taking Power – Changer le Monde sans prendre le pouvoir » qui sert de base de ralliement aux altermondialistes et à des intellectuels « anarchisants » comme N. Chomsky ou H. Zinn. Cette approche converge également avec la conception du SU (en France, la LCR) sur « la démocratie jusqu'au bout ».

En complément de *l'Internationaliste*,  
le GSI sur la toile :

<http://www.gsi-litqi.org/>

# Déclaration du GSI - Section française de la LIT-QI

*Avant les élections municipales et cantonales 2008*

Les 9 et 16 mars se dérouleront les élections pour le renouvellement des quelques 36 000 conseils municipaux (élections municipales) et de la moitié des conseillers généraux (élections cantonales).

Comme organisation marxiste, le GSI a toujours considéré que les élections constituaient un terrain déformé de la lutte des classes. En conséquence, le GSI ne fait pas de la participation aux élections ou du vote une question de principe, ni même stratégique, mais il part uniquement de considérations tactiques vis-à-vis de la construction du parti dont la classe ouvrière a besoin.

Quel est le vote de classe, dans le contexte actuel, alors qu'il est probable que deux faits politiques sortiront de ces élections : une sanction politique du gouvernement Sarkozy-Fillon et un bon score de la LCR ?

Dans le passé, plus précisément avant la chute du Mur de Berlin, le vote de classe aurait pu se concrétiser en un vote critique pour les partis ouvriers d'alors, PCF ou PS (sauf, bien entendu, quand ceux-ci auraient conclu des coalitions avec des partis ou groupements bourgeois). Mais cette époque est révolue.

A l'heure actuelle, le PS, rallié ouvertement à la défense du système capitaliste, sous sa forme néo-libérale qui plus est, défenseur de l'Europe de Maastricht, n'est plus un parti ouvrier. Quant au PCF, il dépend du PS pour sa survie, et il tend de plus en plus à s'aligner sur lui. Fort logiquement, le PCF conteste de moins en moins le système capitaliste, même formellement, ce qui a pu être le cas dans un passé lointain. On retrouve souvent les candidats de ce parti sur des listes où, outre le PS, ils côtoient des partis bourgeois traditionnels, comme le PRG et le MODEM. Le GSI n'appellera donc pas à voter pour les listes et candidats du PS ni pour ceux du PCF.

Par ailleurs, aucune des formations dites « d'extrême gauche » ne remplit les conditions pour que le GSI leur apporte son soutien.

En effet, le GSI ne saurait appuyer

quelque alliance que ce soit avec les partis bourgeois (PS y compris, désormais). Or, la direction de LO a impulsé une politique de soutien ouvert à S. Royal au second tour de la présidentielle de 2007. Puis, cette même direction a mené une politique d'alliance avec le PS, négociée ville par ville, pour ces élections. Cette politique se traduit par la présence de candidats de LO sur des listes « de gauche », avec le PS, dans de nombreuses municipalités ; ce qui constitue une capitulation devant la bourgeoisie, via le PS. Le GSI n'appellera donc pas à voter pour les listes et candidats de LO.

Quel socialisme aujourd'hui ? C'est la question centrale pour construire une alternative politique en faveur de la classe ouvrière. La nécessaire rupture avec le capitalisme doit être affirmée conjointement avec cette alternative. IL ne peut y avoir d'« anticapitalisme » de rupture avec le capitalisme sans une claire perspective vers le socialisme. Dans le cas contraire, cela risquerait de n'être qu'une rupture telle que celle annoncée en 1971 par F. Mitterrand face à son parti, lors du congrès d'Epinais.

La LCR, pour la citer, prétend poser les bases d'un parti anticapitaliste, certes ; mais dans quelle perspective ? Celle du « socialisme du XXIème siècle », qui reste « à définir » ! Or, pour les marxistes, le socialisme ne saurait correspondre à cette définition journalistique, qui est aussi celle des bourgeois, celle des tradition, doctrine et politique du PS.

Non, pour nous, cela n'est pas le socialisme. Pas plus que ne l'est ce « socialisme du XXIème siècle », dont la formulation n'est pas sans rappeler celle d'Hugo Chavez, nouvelle coqueluche d'une certaine « extrême gauche » européenne - orpheline de ses icônes staliniennes à la sauce cubaine, Guevara et Castro -, H. Chavez qui gouverne avec les patrons ex putchistes, devenus comme par magie des « patrons socialistes » tout en licenciant les syndicalistes soucieux de leur indépendance vis-à-vis de l'Etat.

A moins que ce « socialisme du XXIème siècle » ne soit qu'une va-

riante « 100% à gauche » de l'économie sociale de marché chère à Jacques Delors et Joseph Stiglitz<sup>1)</sup>... ? Ou bien une autre variante ? Comme, par exemple, celle conforme à la doctrine de John Holloway<sup>2)</sup> : « la lutte contre le pouvoir et non pour le pouvoir... »

A une époque où la classe ouvrière ressent un besoin vital de repères clairs et de points d'appui solides pour combattre, la quasi-totalité des forces politiques s'attache à brouiller ces repères, à semer la plus grande confusion sur des questions essentielles comme celle des perspectives politiques. Ceci est une tendance internationale, dont la LCR et d'autres sont des expressions locales. Dans ce cadre, le « parti anticapitaliste » impulsé par la LCR ne peut être qu'un parti centriste fourre-tout, un obstacle supplémentaire sur la voie de l'indépendance de la classe ouvrière

Pour le GSI, la définition du socialisme est celle qui nous a été léguée par Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Le socialisme est un mode de production nouveau, basé sur la propriété collective des moyens de production et d'échange, à l'échelle de la planète ; c'est un Etat de type nouveau, un Etat ouvrier, une république universelle des conseils ouvriers et paysans. Se battre pour le socialisme, c'est aider la classe ouvrière à prendre le pouvoir et à briser l'appareil de l'Etat bourgeois. « *Hors le pouvoir tout est illusion* » (Lénine). Se battre pour le socialisme, c'est construire l'instrument pour l'émancipation de la classe ouvrière, l'internationale révolutionnaire et ses sections dans chaque pays.

C'est à travers ce combat que l'on peut défendre les acquis et conquêtes de la classe ouvrière, et non pas en défendant « la République » - bourgeoise ! - ou « la Nation », comme le fait le PT-PCI (qui s'appête à subir sa troisième mue, version Parti ouvrier indépendant, désormais).

Malgré une claque probable, le gouvernement Sarkozy-Fillon va intensifier ses attaques contre la classe ouvrière et la jeunesse, ainsi que l'exigent les capitalistes, la haute finance, le MEDEF.

(Suite page 6)

# Contre la casse du contenu national des diplômes, Lycéens, Etudiants, Enseignants, Combattons les réformes du bac unique et de la LRU !

Les attaques contre l'éducation se multiplient, comme le montrent le récent plan « Licence » annoncé par Péresse au niveau universitaire, le rapport Pochard concernant les enseignants du secondaire, ou encore le projet annoncé par Darcos pour le Bac. Les attaques sont globales et tendent toutes au même objectif : casser le contenu national des diplômes et abaisser les coûts de production en fournissant au patronat une main d'œuvre formée au plus bas prix. Ainsi, dans ce cadre, la volonté est de mettre en place un système éducatif à multiples niveaux, caractérisé par la création de filières « d'excellences » et de filières dites « professionnalisantes ». Le schéma commence concrètement à se mettre en place sur le plan universitaire avec l'application, fac par fac, de la LRU (loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités). Celle-ci permet de privatiser le financement des universités et de multiplier les « diplômes » d'établissement, dont le contenu et le coût annuel sont propres à chaque université. Le statut des enseignants du second degré est aussi dans le collimateur du gouvernement : suppression de plus de 11 000 postes prévue pour la prochaine rentrée et, à terme, suppression pure et simple du concours du Capes, augmentation du nombre d'heures de travail, rémunérations au mérite... In fine, il s'agit donc d'une casse du statut de fonctionnaire !

Néanmoins, l'achèvement de la casse de l'enseignement se trouve aujourd'hui face à un obstacle : le contenu national du diplôme du Bac. En effet, malgré les efforts prodigués par Fillon en 2005, celui-ci n'a pu introduire le contrôle continu, et il a dû reculer devant la forte mobilisation des lycéens. Ce premier échec a été partiellement comblé par l'application progressive de « l'orientation active », système de sélection des lycéens au vu de leurs résultats de terminale, avant même l'obtention du bac, faisant ainsi de ces notes un préalable à l'éventuelle entrée à l'université. Cette « orientation active », dès février, vise en effet à remettre en cause la valeur du Baccalauréat comme premier diplôme universitaire (qui donne le droit, au lycéen, de choisir la filière et l'université de son choix, à charge de cette dernière de mettre en place les moyens pour accueillir ces futurs étudiants). Aus-

Les dotations horaires globales sont tombées dans les lycées. L'annonce des nombreuses suppressions de postes a fortement échaudé les enseignants du secondaire. D'autant plus que, comme l'avait prévenu le gouvernement, les dotations d'heures supplémentaires ont énormément augmenté. La FSU calcule 680 emplois supprimés dans l'académie de Créteil, et 368 postes en moins dans l'académie de Lyon, dont 149 seront transformés en heures supplémentaires. La CGT compte jusqu'à 609 postes en moins en Seine St-Denis !

Cela aura des conséquences directes sur la capacité des établissements à enseigner des options, sur l'effectif des classes (la moyenne passerait à 35 élèves par classe), et sur les conditions de travail des enseignants.

Les lycéens l'ont bien compris, c'est pourquoi ils ont rejoint massivement les cortèges de leurs enseignants lors de la manif du 18 mars. Pas moins de 1600 lycéens (selon la police) ont protesté contre les suppressions de postes à Paris. L'agitation est permanente dans un grand nombre de lycées en France. La récurrence des luttes lycéennes depuis 2005 prouve le potentiel des jeunes à vouloir combattre les conséquences du capitalisme. La combativité des lycéens n'a plus à être démontrée. Il faut maintenant l'organiser !

si, cette première sélection n'étant pas suffisante pour « écrémer » les meilleurs dans l'optique des pôles d'excellence, Darcos décide d'achever définitivement le contenu national du Bac en posant le projet de réforme du Bac « unique ».

Le projet ainsi annoncé est simple : mettre en place, d'une part, des lycées d'excellence donnant un accès privilégié aux pôles d'excellence universitaires et, d'autre part, des lycées « poubelles » avec un enseignement au rabais donnant accès à des centres de formation professionnalisante, privatisés et en lien avec un bassin d'emploi donné. L'avenir, pour la majorité des lycéens et des étudiants, est donc celui de la précarité à vie, sans droits, sans niveaux de salaire garantis par le Code du travail et les conventions collectives. En effet, en fusionnant les trois filières L, ES, S, pour créer un Bac unique, avec un tronc commun pour les lycéens et des options renforcées propres à chaque établissement, l'objectif est clairement de les mettre en concurrence. Ces

lycées devront en effet, afin d'être bien classés, proposer les « bonnes » options pour accéder aux « bonnes » universités. Au final, l'orientation / sélection ne se fera plus par des filières pseudo élitistes comme la filière S, mais par l'existence de lycées d'excellence où la sélection se fera uniquement sur dossier !

Plusieurs réformes ont précédé cette attaque frontale : l'application de la LOLF (2006) mettant en place des critères de rentabilité et de résultat dans la gestion du financement des lycées. La loi Fillon de 2005 permettant également une plus grande autonomie des chefs d'établissements sur les questions pédagogiques. D'autre part, la suppression totale de la carte scolaire dès la rentrée 2008, un dispositif qui assurait tant bien que mal une certaine mixité sociale, et dont la disparition va accélérer le phénomène d'éducation à double vitesse : d'un côté, les lycées d'excellence pour les plus riches, avec des options qui permettent l'accès aux fameux pôles d'excellence et, d'un autre côté, les lycées « poubelles » avec un enseignement minimal, le tronc commun, qui permettra un accès à des cursus courts, intégralement financés par le patronat local, dans des instituts de formation professionnalisante.

Comme l'ont démontré les lycéens en 2005 contre le projet Fillon, il est possible de s'opposer efficacement aux projets du gouvernement. Après le mouvement des étudiants contre la LRU cet hiver, après les récentes mobilisations parmi les enseignants dans les collèges et les lycées (voir encadré), l'heure est aujourd'hui à l'organisation et à l'unification de toutes les luttes.

**Non aux 11 000 suppressions de postes !**

**Non à l'application du rapport Pochard !**

**Notre Bac est national : non aux bac individuel lycée par lycée !**

**Pas de sélection ni avant, ni pendant l'université !**

**Lycéens, Etudiants, Enseignants, Personnels de l'éducation, Tous ensemble contre la casse de l'enseignement !**

*Clément*

## **Ne cautionnons plus la mise en place des réformes de privatisation ! Boycottons les élections universitaires !**

**C**asse des diplômés, fermetures de filières, précarité de la majeure partie des étudiants... Depuis de nombreuses années, les gouvernements successifs se sont attachés à liquider l'Université publique et le système social étudiant. Les « réformes » s'enchaînent, mais la situation étudiante ne s'arrange pas. Elle s'empire ! **Plus de 100 000 étudiants (chiffres officiels...) vivent toujours sous le seuil de pauvreté, la majorité des étudiants complète ses revenus avec des jobs précaires, et un étudiant sur deux est dans l'obligation de se salarier pour financer ses études !**

Nous nous sommes mobilisés en 2006 contre le CPE, qui officialisait la volonté du patronat de jeter la jeunesse dans la précarité à la sortie de ses études. Malgré une victoire de la jeunesse et des travailleurs, le gouvernement a continué sa politique de précarisation des jeunes. **Le LMD et la LRU ont été mis en place pour généraliser la déqualification et nous obliger à accepter n'importe quel poste, pour n'importe quel salaire.** Toutes les réformes universitaires sont appliquées par les conseils d'universités (CA, CEVU, CS et conseils d'UFR), et les mesures sociales, par les conseils des CROUS. **Il est largement temps pour les organisations étudiantes de faire le bilan de leurs actions au sein de ces conseils.**

### **Gérer la pénurie**

Jusqu'à la LRU, les universités étaient essentiellement financées par l'Etat. Mais le financement accordé aux universités n'a jamais été suffisant. De plus, la régionalisation qui sévit depuis 2003 dans les administrations publiques, puis la LOLF dès 2006 (loi qui impose à la fonction publique des objectifs de rentabilité dont dépendent les crédits de l'Etat), **ont eu directement pour conséquence une répartition extrêmement inégalitaire des moyens.** Les gouvernements ont laissé se dégrader 1/3 du patrimoine immobilier <sup>(1)</sup> ; même lorsque de l'argent ren-

trait, **les élus des conseils ont toujours eu pour tâche de répartir les fonds en fonction de « priorités ».** Et cela se résume bien souvent à choisir, par exemple, entre l'achat de matériel informatique ou l'embauche d'un agent vacataire. **Dans les conseils, les organisations étudiantes n'ont finalement pas d'autre choix que d'accepter de gérer le désengagement financier de l'Etat.**

### **Gérer la privatisation**

La réforme LMD/ECTS, votée en 2002 par le gouvernement Jospin-Lang, a détruit nos diplômes nationaux en les individualisant. Concrètement, **les grades Licence, Master et Doctorat ne sont plus des qualifications valables à vie,** inscrites dans le code du travail et les conventions collectives. Cela veut dire que, pour garder le droit à ces grades, nous serons obligés de nous reformer en permanence à l'université, et ce, à nos frais.

L'European Credit Transfert System (ECTS : diplôme à « points capitalisables ») est la nouvelle unité de valeur de nos diplômes, unité définie par l'université et non plus par l'Etat. Ce système de crédit permet déjà à des entreprises de s'insérer dans nos diplômes <sup>(2)</sup>.

La réforme de 2002 est l'axe central de la privatisation de nos facs ! Désormais, **ce sont les patrons qui décident de la valeur de nos études !** Or, les maquettes des nouveaux « diplômes » sont élaborées par les CEVU ; l'Etat ne les valide que si ces diplômes sont conformes aux projets de privatisation. Et là, encore, les élus n'ont aucun pouvoir de contestation.

Au 1er semestre, nous nous sommes battus contre la LRU parce qu'elle achevait ce que le LMD avait commencé : l'autonomie des universités, c'est-à-dire leur indépendance financière vis-à-vis de l'Etat, lequel ne financera plus qu'une dizaine de pôles d'excellence (le SEUL a mené une longue bataille,

qui n'est pas finie, contre ces pôles ; vous trouverez les détails sur notre site internet). **Nos universités sont vouées à subir la concurrence du marché de l'éducation et, pour survivre, elles seront donc contraintes à accepter des financements d'entreprises.** Cette loi sacrifie la recherche publique et fondamentale sur l'autel d'une recherche appliquée et rentable à court terme.

Pour nous, étudiants, ce sera une **sélection intensive.** Sélection financière tout d'abord : l'annonce d'une augmentation des frais d'inscription à Dauphine préfigure une généralisation de la hausse des frais à toutes les facs, comme dans tous les autres pays qui ont appliqué le LMD (des semestres pouvant coûter plusieurs milliers d'euros, comme en Angleterre ou en Italie). Et une sélection directe de la part des capitalistes qui financeront nos filières (le principe « d'orientation active » et le prochain cursus de Licence - en vigueur dès la rentrée 2008 - visent à diriger les lycéens non plus vers la filière de leur choix, mais en « fonction des besoins » des entreprises).

Le cynisme du gouvernement n'a pas de limites : il réforme les universités pour, soi-disant, faire baisser le chômage des jeunes. Expliquez-nous **comment la casse des diplômes, la déqualification généralisée et la privatisation des facs obligeront les patrons à embaucher !** Surtout qu'ils pourront désormais profiter d'étudiants stagiaires à moindre coût (400 euros pour faire le boulot d'un travailleur qualifié) qu'ils piocheront... dans la filière de leur choix !

La majorité des CA vont maintenant être composés d'un quart à un tiers de représentants du patronat. **Dès lors, accepter de siéger aux côtés de ceux qui veulent privatiser l'Université publique revient à accepter la sélection, la hausse des frais d'inscription et la casse des diplômes.**

(Suite page 10)

## Gérer la précarité

La régionalisation a notamment frappé de plein fouet les CROUS, qui ne sont pas en mesure d'assurer un vrai service social égal sur tout le territoire et à la hauteur des besoins. Le gouvernement vient d'annoncer un plan pour le logement étudiant. Il n'y a aujourd'hui que 154 000 logements (délabrés pour la plupart) en cité-U pour 2 260 000 étudiants (soit 6,8% des étudiants) ; face à cela, le gouvernement n'a rien d'autre à nous proposer qu'un meilleur accès aux **parcs locatifs privés** ! Au moment où la question du « pouvoir d'achat » (tournure économiste pour ne pas parler des salaires et de l'emploi) est le centre des préoccupations des jeunes et des travailleurs, un rapport au ministère datant du mois de septembre propose le **développement des bourses au mérite, alors que les bourses sur critères sociaux ne couvrent toujours pas le minimum des frais** des étudiants.

Tous ceux qui ne rentrent pas dans les critères sociaux du gouvernement n'ont plus qu'à s'endetter à vie auprès des banques. Ces dernières ont d'ailleurs déjà commencé à profiter allègrement de ce nouveau "marché" que le gouvernement leur offre sur un plateau : les tickets de resto-U sont peu à peu remplacés à Paris par une carte Monéo, liée à la BNP. Les prix du repas n'ont jamais cessé d'augmenter (40 cents en plus depuis 2003, soit 16% d'augmentation). Cette carte est déjà la source de

disparité entre les restau-U. Certains offrent des repas de bien meilleure qualité, mais à un prix plus élevé. Ce système prépare des **fermetures de resto-U** (comme celui de Tolbiac) et la privatisation des autres.

Alors, nous demandons à nos élus qui ont siégé dans les CROUS : « qu'avez-vous pu faire pour empêcher cette situation ? Quel autre pouvoir avez-vous au sein des conseils que celui de regarder les services sociaux se dégrader ? » Nous demandons à tous les élus qui ont siégé dans les conseils universitaires : « qu'avez-vous pu mettre en œuvre concrètement pour empêcher l'atomisation de nos diplômés, la casse des statuts des employés de nos facs, la dégradation de nos conditions d'études et la privatisation de nos filières ? »

## Il faut quitter les conseils et lutter !

**Pour le SEUL, le bilan est clair : on ne peut plus cautionner les conseils qui appliquent la privatisation.** Les organisations qui croient que l'on peut combattre les mesures du gouvernement dans les conseils se trompent ! Les organisations qui nous disent qu'elles pourront travailler à une bonne application des réformes nous mentent : il n'y a pas de bonne privatisation de l'Education !

Comme nous le disions déjà il y a deux ans, au sujet des élections au CROUS : « **La participation aux élections universitaires est incompatible avec la lutte pour la défense d'un système**

**d'enseignement public, laïque et gratuit pour tous** ». Aujourd'hui, il n'est plus possible d'appeler à la mobilisation des étudiants contre la liquidation de l'Université, tout en continuant à cautionner le cadre dans lequel cette liquidation s'opère. Aujourd'hui, on ne peut compter que sur notre unité et notre auto-organisation pour lutter contre la privatisation des universités et des CROUS. Seules notre mobilisation et notre détermination pourront faire reculer le gouvernement, comme en 2006.

**Nous appelons par conséquent tous les étudiants qui veulent se battre pour l'Université publique à ne pas donner leur voix aux élections universitaires. Nous appelons toutes les organisations étudiantes qui sont sincèrement contre la privatisation à quitter les conseils et à rejoindre les étudiants dans leur lutte. Nous invitons enfin les étudiants qui se sont mobilisés contre la LRU à rejoindre le SEUL, afin de nous organiser ensemble pour lutter pour un enseignement public, laïque et gratuit pour tous, de la maternelle à l'université !**

1) Selon l'observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et supérieurs (2007)

2) Il existe déjà 1620 Licences-pro ! Et inversement, Mc Donald est partenaire de l'université de Rouen pour proposer une VAE équivalent à « Bac +3 »... pour les directeurs de McDo !

### Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

À : ..... Date : ..... Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1<sup>ère</sup> catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles

Chèque à l'ordre d'APIDO

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX



## Venezuela

# Les travailleurs combattent pour leur salaire, Chavez les réprime.

La répression violente de la Garde Nationale contre les travailleurs de Sidor (Sidérurgique de l'Orinoco), dans la ville de Puerto Ordaz (province de Bolivar), a accentué la polémique intense à laquelle le gouvernement de Hugo Chavez donne lieu depuis plusieurs années dans la gauche latino-américaine et mondiale. D'une part, un secteur important le revendique comme « l'avant-garde internationale dans la marche vers le socialisme ». D'autre part, il y a ceux qui, comme nous, affirment qu'au-delà de la « rhétorique socialiste » et des heurts qu'il peut y avoir avec l'impérialisme, il s'agit en réalité d'un gouvernement bourgeois avec un caractère de plus en plus totalitaire et anti-ouvrier.

Nous affirmons ceci parce que, en même temps que les multinationales et les grands groupes d'entreprises véné-

zuéliens font de très bonnes affaires dans le pays, le gouvernement de Chavez applique clairement une politique bourgeoise contre la classe ouvrière : bas salaires, conditions de travail désastreuses, impossibilité de discuter librement les conventions collectives, attaques permanentes contre l'autonomie des syndicats, etc. Quand les travailleurs entreprennent le combat contre cette situation, le gouvernement se met sans retenue du côté des patrons. Et si le conflit se durcit, il n'hésite pas non plus à les réprimer violemment.

Pour nous, ce projet bourgeois bonapartiste est ce qui explique l'ensemble de sa politique. D'autre part, ce projet ne date pas d'hier. Il se manifeste dans plusieurs faits : la formation du PSUV, les attaques contre l'autonomie syndicale, le cas de la chaîne de télévision RCTV (que nous avons analysé dans

Courrier International n° 132 - août 2007), le licenciement d'Orlando Chirino et, en particulier, le dernier référendum sur le projet de réforme constitutionnelle. Cette réforme prétendait, selon nous, renforcer tous les aspects de l'offensive totalitaire du gouvernement et leur donner rang constitutionnel, tandis que pour beaucoup de courants elle représentait, au contraire, « une avancée vers le socialisme ».

L'exemple de Sidor nous offre donc une excellente occasion pour vérifier dans la réalité laquelle de ces définitions était la bonne.

### Le cas Sidor

Sidor était une entreprise étatique jusqu'à la fin des années 90, quand elle a été privatisée par le gouvernement pro-impérialiste de Rafaël Caldera. Son nouveau propriétaire est l'entreprise

### Le black-out médiatique sur le conflit

#### Un autre débat qui devient plus clair

Le conflit et la répression gouvernementale à Sidor ont souffert d'une véritable "conspiration de silence" de la part de la presse vénézuélienne, tant privée qu'officielle. Selon l'agence indépendante *Reporteros Comunitarios de Mérida* (le 15.03.2008) : « Il est significatif que, face à ces faits, un black-out médiatique s'est imposé au Venezuela, dans les moyens de communication nationaux, privés et officiels, (presse, radio et TV), lesquels essayent de dissimuler ou de minimiser la lutte des travailleurs métallots. »

Dans le même sens, la dirigeante syndicale Marcela Máspero a dénoncé dans un reportage « le black-out médiatique qui existe par rapport au conflit de SIDOR, provoqué, d'une part, par la transnationale elle-même et ses influences dans les médias privés, et d'autre part, par le Ministre de Travail lui-même, qui a pris soin de visiter personnellement le Ministre des Communications, les Présidents de la chaîne de télévision officielle VTV, de l'agence de presse bolivarienne ABN et du reste des médias officiels, pour diaboliser la lutte des travailleurs de Sidor ».

A la lumière de cette réalité, il est intéressant de reprendre le débat intense qui a eu lieu quand le gouvernement de Chavez n'a pas renouvelé la concession du canal de télévision RCTV et a incorporé cet espace et les équipements de transmission au réseau étatique de médias, où fonctionne maintenant TVES. La LIT-QI s'est opposée à cette mesure, en alertant qu'en dernier ressort, elle était dirigée contre la liberté d'expression de la classe ouvrière. Elle a reçu des attaques très dures de plusieurs courants de gauche, pour avoir assumé cette position, attaques l'accusant de faire le jeu de la bourgeoisie putschiste de droite, concessionnaire précédent de ce canal.

Ce débat peut maintenant être mené « les pieds sur terre », avec plus de clarté. Comme nous avons vu, dans le conflit de Sidor, toute la presse bourgeoise, publique (y compris TVES) ou privée, a fait taire la lutte des travailleurs et la répression qu'ils ont endurée de la part du gouvernement. C'est-à-dire, il y a eu un accord de classe très profond, entre le gouvernement et l'opposition bourgeoise de droite, contre les travailleurs. Alors, la question à laquelle doivent répondre aujourd'hui ceux qui ont défendu cette mesure du gouvernement de Chavez est très simple : la liberté de presse de la classe ouvrière a-t-elle augmenté, oui ou non ? Nous croyons que la réponse est très clairement NON. A Sidor, les vrais bénéficiaires ont été la « bourgeoisie bolivarienne » et les multinationales, comme l'a montré maintenant l'activité de **tous les médias**.

(Suite de la page 11)

Ternium, membre du groupe argentin-italien Techint, un des conglomérats sidéro-métallurgiques les plus forts du continent. Récemment, Ternium a été accusé d'avoir fermé l'usine de tubes, pour exporter la matière première vers d'autres pays et ensuite réimporter les tubes terminés.

En même temps, suite à la privatisation, actuellement moins d'un tiers de ses plus de 13.000 travailleurs ont un contrat à durée indéterminée chez Sidor. Le reste travaille dans des conditions salariales et de travail beaucoup plus précaires, dans plus de 300 entreprises de sous-traitance, propriété des actionnaires de Techint eux-mêmes ou de représentants gouvernementaux de la CVG (Corporation vénézuélienne de Guayana), qui supervise la production.

La surexploitation des travailleurs a permis à Ternium d'engranger d'immenses profits, publiquement reconnus, ce qui se manifeste dans le fait que ses ADR (actions), cotées en Bourse à New York, ont eu une valorisation de plus de 100% la dernière année. C'est une réalité qui contraste profondément avec son refus d'accorder l'augmentation salariale réclamée par les travailleurs, avec l'argument que « *les coûts ne le permettent pas* ».

Le gouvernement de Chavez respecte toujours (9 ans plus tard !) la privatisation réalisée par Caldera, bien qu'il ait menacé plusieurs fois de nationaliser Sidor. En même temps, tout comme dans les entreprises étatiques, la « bourgeoisie bolivarienne » fait aussi de bonnes affaires ici, par le biais des entreprises de sous-traitance.

### **Le conflit et les manœuvres du gouvernement en faveur de l'entreprise**

Depuis plus d'un an, les travailleurs réclament l'inclusion, dans la convention collective, d'une augmentation salariale qui couvre les grandes pertes subies durant les dernières années à cause de l'inflation (par le biais du Syndicat Unique des Travailleurs de l'Industrie Sidérurgique Sidor - SUTISS). L'entreprise a refusé obstinément de répondre à cette demande, et la meilleure offre qu'elle a faite n'arrive pas à un tiers de la même. Pendant ce temps, les travailleurs ont réalisé avec beaucoup de patience des grèves et des mobilisations, en maintenant de façon permanente la volonté de résoudre la situation.

(Suite page 13)

## **Déclaration de l'UST du Venezuela**

### **SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS DE SIDOR**

#### **NON A LA REPRESSION**

Les travailleurs de SIDOR (...) ont décidé d'entrer en situation de conflit depuis plusieurs jours, situation qui a été à l'origine de plusieurs grèves pendant des heures. Le Ministère du Travail est en scène comme médiateur des discussions, mais en faisant des propositions qui se situent clairement du côté des patrons (...). Le vendredi 14, les travailleurs ont décidé d'occuper les portes d'entrée et les voies d'accès (...)

En réponse à cette action de légitime défense de l'indépendance syndicale et de classe des travailleurs, la Garde Nationale, agissant en équipe avec la police de la province de Bolivar, a brutalement agressé les travailleurs, laissant comme solde 53 arrestations et 13 blessés, dont plusieurs dans un état grave.

L'Unité Socialiste des Travailleurs rejette énergiquement la répression dont ont fait l'objet les travailleurs de Sidor, laquelle n'a aucune justification et est fort éloignée de l'attitude que doit avoir un gouvernement qui se dit révolutionnaire. Ce n'est pas la première répression dont souffrent les travailleurs sous le Gouvernement de Chavez. Pour la seule l'année passée, les travailleurs pétroliers ont subi la répression de la Garde Nationale et de la Réserve, dans le Zulia (cas des perceuses) et en Anzoátegui (discussion de Contrat Collectif), sans parler des travailleurs de Sanitarios Maracay (autoroute régionale du centre) et des fonctionnaires (bureaux du Ministère du Travail). (...)

**Nous exigeons la liberté des prisonniers et la cessation de la persécution contre les personnes mises en examen**, puisque les travailleurs et les dirigeants syndicaux ne sont pas du tout des délinquants. **NON** à la criminalisation de la protestation de travail et sociale (...)

**Cette agression doit être punie**. On ne peut pas permettre la création d'un précédent qui affecte l'intégrité des travailleurs. Nous exigeons la punition des coupables matériels de l'agression et de la destitution des responsables politiques - les Ministres du travail, de l'intérieur et de la justice, de la défense - ainsi que la démission du gouverneur de Bolivar (...).

La discussion du Contrat Collectif (...), la mise en sous-traitance de 71% des travailleurs (...) et les relations de travail elles-mêmes, dignes de l'esclavage, démontrent une fois de plus **que SIDOR doit être nationalisée**. Il ne s'agit toutefois pas de récompenser le patron avec une indemnisation juteuse. Ils ont déjà engrangé largement de grands profits, produits de l'exploitation des travailleurs et des hauts prix internationaux de l'acier. **Nationalisation sans indemnisation et sous le contrôle de ses travailleurs**, voilà ce que doit être l'exigence qui unifie la lutte des travailleurs de SIDOR et de ceux qui les soutiennent, parce qu'elle est en défense de notre souveraineté et de la qualité de vie des travailleurs (...).

Comme travailleurs vénézuéliens, nous avons besoin du triomphe des camarades de Sidor. Cela fait partie d'une lutte nationale pour améliorer la qualité de vie des travailleurs et de nos familles, de l'approfondissement du processus révolutionnaire en plaçant la classe ouvrière à l'avant-garde du processus. C'est pour cela qu'il faut une **Grande Rencontre Nationale des Travailleurs, des mouvements populaire, paysan et étudiantin**, qui définisse un plan de luttes et une plateforme politique en proposant comme orientation centrale la lutte pour un plan économique des travailleurs et pour la stratégie d'un gouvernement des travailleurs, sans bourgeois, bureaucrates et corrompus.

**Non à la répression ! Châtiment des responsables.**

**Dehors le ministre José Ramón Rivero et son référendum patronal !**

**Dehors le ministre Rodríguez Chapín et sa politique répressive !**

**Défendons l'indépendance syndicale !**

**Pour une convention collective qui prend en compte les justes demandes des travailleurs de Sidor !**

**Vers la Rencontre Nationale de Travailleurs et des Mouvements Populaire, Paysan et Estudiantin, qui unifie les luttes !**

**Unité Socialiste des Travailleurs**

**16/03/2008**

(Suite de la page 12)

Tout au long de ce conflit, le gouvernement de Chavez s'est clairement mis du côté de l'entreprise multinationale, par le biais de son ministre de Travail, José Ramón Rivero. D'abord, il l'a fait à travers la proposition de former un **comité arbitral**, désignée par le gouvernement, dont la décision s'imposerait, une manœuvre clairement dirigée contre les travailleurs et le syndicat. D'une part, il les obligeait à accepter l'augmentation définie par la junte, quelle qu'elle soit. D'autre part, ce mécanisme représentait un précédent qui, de fait, liquidait la négociation de conventions collectives et la possibilité de combattre pour les améliorer, puisque, en dernier ressort, ce serait toujours le gouvernement qui prendrait la décision. Il est important de mentionner que les chambres patronales, y compris la Fedecámaras putschiste, ont payé de coûteuses annonces dans les journaux pour soutenir la proposition du Ministère du Travail. D'autre part, bien sur le qui-vive, les travailleurs de Sidor l'ont rejetée.

Cette première manœuvre ayant échoué, le gouvernement en a essayé une autre : former une Commission de Haut Niveau avec 3 représentants gouvernementaux (Ministère du Travail, Ministère de l'Industrie minière, gouverneur de la province de Bolivar), l'entreprise et le SUTISS, diluant ainsi totalement la présence des représentants des travailleurs, pour faire pression sur eux. Dans une réunion de cette commission, le 12 mars dernier, le Ministère du Travail a proposé qu'il y ait un référendum, à travers les organismes électoraux étatiques, pour que les travailleurs de Sidor décident s'ils acceptaient l'offre de l'entreprise, et s'ils voulaient, oui ou non, aller à la grève. Cette proposition était une nouvelle attaque en faveur des patrons puisque cela signifiait la non-reconnaissance du syndicat comme représentant naturel des travailleurs dans le conflit. En même temps, elle prétendait sortir le conflit du domaine de décision des instances propres des travailleurs (assemblées, réunions de représentants, etc..) pour le mener au terrain électoral bourgeois. Les représentants du SUTISS l'ont rejetée, de bon droit.

## Grève et répression

Par la suite, le processus s'est accéléré. Le mécontentement des travailleurs était tellement grand qu'ils ont résolu de paralyser toute l'usine, même avant que

le syndicat lui-même les y ait invités formellement. Ensuite, la direction de SUTISS a proposé 80 heures de grève, comme première action d'une suite de mesures échelonnées.

Le matin du 14 mars, les travailleurs étaient concentrés face à la porte d'entrée n° III, d'accès à l'usine, où ils manifestaient pacifiquement. Dans ces conditions, selon les informations d'articles publiés sur [www.aporrea.org](http://www.aporrea.org), des bataillons de la Garde Nationale et de la Police sont arrivés « *sans préavis et sans aucune médiation, attaquant les voitures des travailleurs avec la crosse de leurs armes, rompant les vitres et faisant ravage sur la carrosserie de ces véhicules, et faisant usage de bombes lacrymogènes et de tirs de mitraille de manière injustifiée* ». On estime qu'il y a eu 53 arrestations et au moins 12 blessés, trois d'entre eux dans un état grave. Parmi les blessés, il y a trois dirigeants du SUTISS, José Rodríguez Acarigua, avec une balle dans une jambe et de la mitraille dans la tête, José Luís Alcoser et Yuli Hernández.

Les informations ajoutent que « *jusqu'aux premières heures de l'après-midi étaient arrêtés tous ceux qui portaient des chemises ou des badges qui les identifiaient comme travailleurs de Sidor. Beaucoup ont été sortis de leur voiture quand ils transitaient par différents endroits de la ville, même s'ils étaient accompagnés de parents. On les faisait monter dans les voitures des patrouilles pour les transférer ensuite, menottés, à différentes parties de Ciudad Guayana* ».

Finalement, l'organisation *Marea Socialista* a dénoncé que « *nous avons été informés que des effectifs de la Garde Nationale se sont présentés à la Clinique Venezuela, où est hospitalisé un travailleur blessé du nom de Leonel Grisel et ont voulu le sortir par la force et l'amener prisonnier, une intention avortée par un groupe de travailleurs qui se trouvaient aux alentours de la clinique* » (a seconde répression que subissaient les travailleurs de Sidor, puisqu'une semaine avant, quand ils accompagnaient leurs dirigeants à une réunion de la CVG, ils ont été attaqués aussi par la Garde Nationale et il y a eu des confrontations avec elle.

Un déploiement répressif d'une telle envergure et de tant de férocité contre les travailleurs ne se différencie d'aucune façon de ceux que mettrait en oeuvre tout gouvernement bourgeois de droite, face à une lutte ouvrière. C'est

pourquoi, les travailleurs de Sidor criaient, indignés, « *Où est le Socialisme du Gouvernement ? Le Socialisme est-il donc Répression ?* » ([www.aporrea.org](http://www.aporrea.org), 14/3/08).

## La réalité a clarifié le débat.

Les faits de Sidor suffiraient, par eux-même, pour clôturer le débat sur l'hypothétique « socialisme » du gouvernement de Chavez et sa prétendue défense des intérêts des travailleurs. Il est toutefois nécessaire d'ajouter qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé. Cette dernière année, ce qui est arrivé à Puerto Ordaz (bas salaires, impossibilité de négocier leurs conventions, répression, etc.) s'est produit aussi avec les travailleurs de Sanitarios Maracay, les pétroliers de Puerto La Cruz et de Zulia, et les fonctionnaires, comme en témoigne l'Unité Socialiste des Travailleurs (UST) dans la déclaration que nous reproduisons dans cette édition.

La question posée par les travailleurs de Sidor (*Où est le Socialisme du Gouvernement ?*) n'a qu'une seule réponse possible : il n'y a aucun « socialisme » dans le gouvernement de Chavez. La réalité sans ambiguïté est qu'il s'agit du gouvernement bourgeois d'un pays dominé par l'impérialisme, avec un cours de plus en plus répressif et anti-ouvrier, qui se dissimule derrière des discours « socialistes » et des drapeaux rouges pour essayer de tromper les travailleurs et les masses. Mais les mensonges sont tôt ou tard rattrapés par la réalité. C'est ce qui se passe précisément au Venezuela maintenant, c'est l'effondrement du mensonge du « socialisme chaviste ». La défaite du gouvernement dans le référendum constitutionnel a été, précisément, une expression de cette perte de popularité du gouvernement de Chavez, qui s'accroît encore avec chaque nouvelle répression d'une lutte ouvrière.

La LIT-QI condamne la répression féroce contre les travailleurs de Sidor et veut leur exprimer tout son appui et sa solidarité. En même temps, nous réitérons notre conviction que ce sera dans ces luttes des travailleurs vénézuéliens, contre le gouvernement de Chavez, la bourgeoisie vénézuélienne et l'impérialisme, c'est-à-dire, dans leur mobilisation et leur organisation autonomes, que se construira le chemin vers le véritable socialisme, non dans la rhétorique fallacieuse du gouvernement chaviste et de la « bourgeoisie bolivarienne ».

## La lutte des travailleurs pétroliers et la Rencontre du 20 février

Un autre exemple de résistance et de lutte contre le gouvernement de Chavez se situe dans le secteur pétrolier, le plus important de la classe ouvrière vénézuélienne. L'année passée, il y a déjà eu des conflits dans les régions de Puerto La Cruz et de Zulia, exigeant la négociation de la convention collective, et en défense du droit des travailleurs de décider eux-mêmes démocratiquement, qui va négocier en leur nom. Les deux luttes ont été réprimées durement par le gouvernement, sous des accusations que les travailleurs étaient des « saboteurs » et des « contre-révolutionnaires ». Par la suite, le gouvernement a licencié Orlando Chirino, dirigeant syndical de l'UNT, de PDVSA.

Comme une partie de cette lutte, le 20 février dernier, il y a eu une importante rencontre à laquelle ont assisté plus de 300 dirigeants syndicaux, pétroliers et d'autres secteurs, qui ont adopté plusieurs résolutions importantes. En voici quelques-unes à souligner :

- a) Condamnation de l'agression impérialiste, manifestée dans les demandes d'Exxon Mobil devant les tribunaux internationaux contrôlés par les multinationales. Investigation et condamnation des bradeurs de la patrie, responsables de l'ouverture pétrolière, et dénonciation de la politique d'entreprises mixtes promue par l'Exécutif National, dans la mesure où l'on permet que les multinationales soient des partenaires de PDVSA et copropriétaires de nos ressources naturelles.
- b) Pour la récupération définitive de l'industrie pétrolière, afin de l'arracher à la technocratie, au népotisme et au clientélisme politique qui la contrôlent aujourd'hui, et passage direct sous le contrôle des mains des travailleurs et des organisations communautaires.
- c) Pour la réorganisation et la reconstruction du mouvement syndical pétrolier sur des bases démocratiques, éthiques et révolutionnaires. Elections MAINTENANT dans la FUTEV et révocation de la direction provisoire qui veut mettre l'organisation naissante sous séquestre.
- d) Réintégration immédiate d'Orlando Chirino à son poste de travail à PDVSA. Investigation et sanction contre les responsables de cette mesure violatrice de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela, de la loi organique du travail, du décret d'inamovibilité et du

### Pour la réintégration immédiate d'Orlando Chirino

Le dirigeant syndical vénézuélien Orlando Chirino a été licencié récemment de PDVSA, l'entreprise pétrolière étatique. Ce fait représente une nouvelle attaque du gouvernement de Hugo Chavez contre l'autonomie syndicale des travailleurs vénézuéliens et contre ceux qui se sont opposés à sa politique.

Une intense campagne nationale et internationale se développe, en solidarité avec Chirino, pour répudier son licenciement et exiger sa réintégration à PDVSA. La LIT-QI adhère à cette campagne et appelle, en plus, toutes les organisations ouvrières, syndicales et de gauche à s'y joindre et à signer la pétition qui a été lancée.

Le 8 février dernier, la LIT-QI publié une déclaration qui, entre autres concepts, disait : « Nous voulons affirmer notre plus ample solidarité avec le camarade Orlando Chirino et rejeter son licenciement. En même temps, nous exigeons du gouvernement vénézuélien et des autorités de la PDVSA sa réintégration immédiate et nous appelons à développer la campagne internationale qui a lieu en ce sens ».

Voici le texte de la pétition avec laquelle se développe la campagne :

*A M. Rafael Ramirez, Ministre de l'Energie et du Pétrole, Président de Petróleos de Venezuela. Et aux membres de la Direction de PDVSA*

*Les soussignés s'adressent à vous pour obtenir la réintégration immédiate à son poste de travail d'Orlando Chirino, coordinateur national de l'Union Nationale des Travailleurs (UNT), qui a joué un rôle déterminant contre le coup d'état d'avril 2002 et dans la défense de l'industrie pétrolière contre le lock-out patronal fomenté contre PDVSA cette même année.*

*Orlando Chirino a été licencié injustement de PDVSA alors qu'il est sous la protection de la Loi organique du travail concernant les droits syndicaux, comme membre de la direction de Sinutrapetrol (Syndicat unique des travailleurs du pétrole), avec la responsabilité de Secrétaire à l'hygiène et à la sécurité et comme coordinateur national de l'UNT.*

*Pour ces raisons et considérant le parcours militant d'Orlando Chirino, qui depuis plus de 30 ans s'est consacré au service de la classe ouvrière vénézuélienne en tant que dirigeant syndical reconnu par des milliers de travailleurs, et indépendamment de ses positions politiques et idéologiques, nous nous adressons à vous pour obtenir sa réintégration à son poste de travail.*

*Veillez envoyer les prises de position à solidaridadconchirino@yahoo.com (avec copie à litci@terra.com.br) en détaillant l'organisation à laquelle vous appartenez et, si c'est le cas, la responsabilité syndicale, politique ou estudiantine.*

contrat pétrolier. Promotion de la Campagne Nationale : cinquante mille signatures pour la réintégration de Chirino à PDVSA.

e) Pour une augmentation générale des rémunérations et des salaires. Salaires dignes pour les travailleurs. NON aux augmentations unilatérales - et uniquement pour le salaire minimal - décrétés par le Gouvernement. Echelle mobile de salaires qui permet l'accroissement automatique du salaire des travailleurs selon l'indice mensuel d'inflation. Salaire minimal équivalent à la valeur du Panier intégral des besoins de la famille.

f) Appui sans restriction aux travailleurs de SIDOR, qui font face à la voracité capitaliste. Nous exigeons l'augmentation de salaires dignes, en accord avec leur effort et sacrifice quotidien. Nous soutenons la décision de présenter des cahiers de

conflit dans les entreprises, pour exprimer la solidarité avec les travailleurs de Sidor et pour nous préparer pour réaliser la grève nationale de solidarité.

g) En défense de l'Union Nationale des Travailleurs, qui est la conquête politico-organisationnelle la plus importante obtenue par les travailleurs et les travailleuses vénézuéliens. Nous rejetons la division ainsi que l'intention des secteurs syndicaux dépendants du gouvernement de mettre sur pied des fédérations parallèles.

Pour défendre ces points et d'autres approuvés, l'assemblée plénière a voté un plan de lutte, qui inclut la convocation à une Rencontre nationale ouvrière, paysanne, populaire et estudiantine, pour les 19 et 20 avril prochains.

Comme presque tous les faits qui touchent au gouvernement de Hugo Chavez, la campagne contre le licenciement d'Orlando Chirino et pour sa réintégration à PDVSA a aussi donné lieu à une polémique intense à faveur ou contre cette dernière.

Dans ce cadre, la position de la militante cubaine bien connue, Celia Hart, et celle d'Olmedo Beluche, dirigeant du MPU (Mouvement Populaire Unifié) de Panama, ont été exprimées publiquement. Les deux coïncident essentiellement et peuvent être résumées en trois aspects.

- a) Ils ne sont pas d'accord avec le licenciement de Chirino, comme en général ils ne sont pas d'accord avec le licenciement d'aucun travailleur.
- b) Ils considèrent que les actuelles positions politiques défendues par Chirino favorisent « *les ennemis de la révolution bolivarienne* » et son licenciement serait même la conséquence de ces positions politiques (déclaration du MPU, 25/02/08).
- c) Ils ne signent aucune des pétitions qui circulent en solidarité avec Chirino, parce que celles-ci « font partie d'une campagne contre le gouvernement bolivarien ».

Nous prêtons spécialement attention à eux parce que tous les deux se réclament du trotskysme. Olmedo Beluche se revendique, en outre, du « morénisme », c'est-à-dire qu'il est partisan du courant fondé par l'argentin Nahuel Moreno, dont la LIT-QI est l'expression principale. Nous affirmons, au contraire, que leur position n'a rien à voir avec la tradition trotskyste ni avec la tradition moréniste dans ce genre de situations.

### Il ne s'agit pas « d'un travailleur en plus »

Tout d'abord, il est impossible d'aborder le licenciement de Chirino comme celui « d'un travailleur en plus », étant donné qu'il est un dirigeant syndical reconnu, avec des décennies de trajectoire publique. Rappelons qu'une partie de cette trajectoire a été sa lutte active contre le putsch pro-impérialiste de droite d'avril 2002 et contre le lock-out

mis en oeuvre par ces mêmes secteurs, cette même année. Actuellement, Chirino est un des principaux dirigeants de l'UNT et membre du comité de direction de Sinutrapetrol (Syndicat Unique de Travailleurs Pétroliers).

L'année dernière, Chirino a manifesté des critiques dures contre la politique du gouvernement de Hugo Chavez, en défense de l'autonomie syndicale, et il s'est aussi opposé à son récent projet de réforme constitutionnelle. On ne peut donc pas prendre position sur le licenciement de Chirino, pour ou contre, sans le placer dans ce contexte. Pour nous, il donc est évident que son licenciement de PDVSA, outre qu'il est une attaque contre les plus élémentaires principes de liberté syndicale, représente une agression du gouvernement vénézuélien contre les dirigeants qui ont défendu l'autonomie syndicale et qui s'opposent aujourd'hui au cours de la politique gouvernementale. Pour Hart et Beluche, au contraire, bien qu'ils ne le disent pas avec une totale clarté, ce sont ces positions de Chirino qui, en dernier ressort, justifieraient finalement son licenciement.

### C'est le gouvernement de Chavez qui l'a licencié

Deuxièmement, il n'y a pas moyen de rejeter son licenciement et de réclamer sa réintégration à PDVSA, même si ce n'était « qu'un travailleur en plus », sans combattre contre le gouvernement de Chavez, tout simplement parce que c'est lui qui l'a licencié et c'est de lui qu'il faut exiger la réintégration à son travail. Il est évident que toute campagne pour cette exigence ira **objectivement** contre ce gouvernement parce que, pour atteindre son objectif et être couronnée de succès, elle devra lui imposer quelque chose qu'il ne veut pas faire. Ce serait la même chose que prétendre obtenir la réintégration d'un travailleur ou d'un dirigeant de la Ford ou d'une autre entreprise multinationale, sans combattre contre cette entreprise.

Hart et Beluche sont totalement conscients de cela. C'est pourquoi ils ont refusé de signer la pétition avec laquelle se développe la campagne, à partir de leur soutien au gouvernement chaviste, bien que la pétition ne fasse

aucune référence au gouvernement national vénézuélien.

### Une question de principes

La question centrale est que Hart et Beluche, en refusant de réclamer la réintégration de Chirino, passent outre à ce qui a toujours été un principe du mouvement ouvrier et de la gauche dans toute son histoire : la solidarité et la défense de tout travailleur ou dirigeant ouvrier poursuivi par les patrons ou par les gouvernements bourgeois, indépendamment des différences politiques qu'on a avec lui. Face à ces attaques, ces différences sont laissées de côté et il faut serrer les rangs contre les patrons et/ou les gouvernements bourgeois.

Rappelons qu'aussi bien Trotsky comme Moreno ont revendiqué ce principe comme un des plus importants pour les travailleurs et les organisations de gauche, face à son abandon par le stalinisme et, dans le cas de Moreno, par certains courants trotskystes.

Hart et Beluche ont tout le droit politique de soutenir et de défendre le gouvernement de Chavez et de critiquer Chirino pour ne pas le faire. Mais si, à partir de cet appui, ils justifient l'attaque et la persécution dont ce dirigeant est victime aujourd'hui, et s'ils restent passifs, face à lui, alors ils trahissent ce principe élémentaire et deviennent, dans les faits, des complices de cette attaque. Nous pouvons dire qu'en réalité, ils se sont mis à appliquer un principe contraire : si un gouvernement bourgeois est « progressiste », il faut toujours le soutenir contre les combattants poursuivis.

Qu'ils le fassent ou non, c'est à eux d'en décider. Mais, s'il vous plaît, cessez de vous revendiquer du trotskysme et/ou du morénisme, parce qu'avec cette attitude vous souillez les noms de Trotsky et de Moreno.

# Déclaration de la LIT-QI sur l'attaque militaire du gouvernement d'Uribe, laquais de l'impérialisme

Le samedi 1 mars, le gouvernement colombien d'Álvaro Uribe, directement soutenu et orienté par les Etats-Unis, a envahi l'Equateur dans une opération militaire pour assassiner Raúl Reyes, le numéro 2 du secrétariat des Forces Révolutionnaires de la Colombie (FARC). Reyes et 16 guérilleros ont été bombardés par l'aviation colombienne lorsqu'ils dormaient. Cette attaque a été suivie par une invasion terrestre qui a finalement abouti à l'assassinat des survivants.

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième International (LIT-QI) condamne cette attaque militaire et la violation de la souveraineté de l'Equateur. L'impérialisme, par le biais du gouvernement marionnette d'Uribe, prétend instaurer la même pratique que celle d'Israël contre les organisations palestiniennes dans les territoires occupés et contre le Hezbollah au Liban, c'est-à-dire le « droit » de les attaquer en tout lieu, en violant totalement la souveraineté des pays de la région. En Amérique du Sud, l'impérialisme cherche quelque chose de ce genre : le *Plan Colombie* et le *Plan Patriote* sont des tentatives de mettre en échec la guérilla des FARC et de transformer le pays en une forteresse yankee dans la région, financée avec des milliards de dollars d'aide militaire et prête à intervenir dans les autres pays.

Il faut une mobilisation unitaire des masses, qui unifie les travailleurs et les secteurs populaires, pour mettre fin à cette agression militaire de l'impérialisme et de ses agents dans le continent. La LIT-QI appelle toutes les organisations ouvrières, paysannes, estudiantines et populaires du continent à exiger des gouvernements des pays latino-américains de rejeter l'attaque du gouvernement colombien contre l'Equateur et de rompre les relations politiques et diplomatiques avec le gouvernement marionnette d'Álvaro Uribe.

La LIT-QI n'est pas pour une guerre entre des pays exploités par l'impérialisme. Toutefois, dans ce cas, il y a une agression militaire d'un gouvernement agent de l'impérialisme contre un pays (l'Equateur) et la menace contre un autre (le Venezuela). Uribe est seulement le bras de Bush. Dans le cas où cette attaque se transformerait en guerre - alternative qui, pour le moment, n'est pas la plus probable - nous n'hésiterions pas un instant à appeler à la défense de l'Equateur et du Venezuela contre l'agression militaire de l'impérialisme et de ses acolytes.

En ce moment, la défense de l'Equateur et du Venezuela exige plus que des discours et des déclarations de condamnation. Il faut des mesures anti-impérialistes effectives de la part des gouvernements de Hugo Chavez et de Rafaël Correa. La première mesure est que le gouvernement Correa exige que l'impérialisme américain évacue immédiatement la Base de Manta, qui a participé, selon des dénonciations, à la logistique de l'opération militaire pour tuer Reyes.

La seconde est l'expropriation, sans indemnisation et avec contrôle ouvrier, des multinationales pétrolières qui continuent, en association avec les entreprises étatiques de ces pays, à exploiter les hydrocarbures au Venezuela et en Equateur. On ne peut pas envisager la préparation pour la défense militaire du Venezuela et de l'Equateur contre l'agression de l'armée colombienne - armée, conseillée et orientée par l'impérialisme - si les entreprises de l'ennemi agissent avec une liberté totale pour exploiter la classe ouvrière du Venezuela et de l'Equateur et pour défendre les intérêts impérialistes. D'autre part, il est fondamental de cesser de payer la dette externe qui draine les ressources de ces deux pays et dont le paiement est utilisé par l'impérialisme pour financer son appui au gouvernement d'Uribe et à l'armée marionnette de la Colombie.

Finalement, pour qu'il y ait une véritable unité des travailleurs et des peuples vénézuélien et équatorien contre les agressions du gouvernement d'Uribe et de l'impérialisme, il est fondamental d'exiger que les gouvernements du Venezuela et de l'Equateur s'occupent des revendications justes de la classe ouvrière, tels que la hausse des salaires en lien avec l'augmentation du coût de la vie, la liberté et l'autonomie syndicale, et la fin de la persécution politique à l'égard des dirigeants syndicaux et autres activistes et militants sociaux.

D'autre part, la LIT-QI se solidarise avec les FARC pour la mort d'un de ses dirigeants. Nous défendons les guérillas contre les agressions de l'impérialisme et des Etats bourgeois. Cette position de principes n'implique pas notre accord, ni avec la stratégie ni avec les méthodes des FARC. Dans son programme, cette organisation défend un gouvernement d'unité nationale qui inclut la bourgeoisie et des secteurs de la droite en Colombie. Elle défend une réforme de l'Etat et de la démocratie bourgeoise, et non une révolution socialiste. Les FARC cherchent à remplacer la mobilisation des masses, de la classe ouvrière et

du paysannat, par la lutte militaire d'une armée populaire contre l'armée bourgeoise.

D'autre part, nous sommes totalement en désaccord avec la méthode de mener des actions militaires et des kidnappings de manière totalement séparée du mouvement de masses et en marge de celui-ci, ce qui mène souvent à choquer le sentiment des travailleurs et des secteurs populaires. Tout ceci se résume en un programme et une stratégie réformistes accompagnés d'une tactique de guérilla, c'est-à-dire un réformisme armé.

La LIT-QI n'est pas d'accord avec ces positions des FARC. Nous répudions toutefois l'attaque du gouvernement d'Uribe et de l'impérialisme contre cette organisation, nous manifestons notre solidarité avec elle et nous appelons toutes les organisations du mouvement de masses à exiger des gouvernements latino-américains, en commençant par ceux de Chávez et de Correa, qu'ils reconnaissent les FARC comme force belligérante.

De même, la LIT-QI dénonce le rôle dictatorial et assassin du gouvernement d'Uribe : il encourage l'action des paramilitaires, des trafiquants de stupéfiants, des multinationales et de l'armée, qui ont massacré des paysans, des étudiants, des travailleurs et des dirigeants syndicaux, avec le solde de 40 mille « disparus » et l'expulsion de 4 millions de paysans de leurs terres, sous prétexte de combattre la guérilla. La LIT-QI se solidarise avec la résistance du peuple colombien contre la barbarie militaire et les crimes de l'Etat. Il faut une véritable campagne démocratique contre l'impunité de ces crimes, et pour le châtiement de ses auteurs qui continuent à agir de façon organisée. Il s'agit de deux aspects fondamentaux de la même lutte : contre les crimes du gouvernement d'Uribe en Colombie et contre ses agissements comme agent de l'impérialisme dans la zone.

Dans ce sens, nous appelons toutes les organisations ouvrières, populaires et démocratiques d'Amérique latine et du monde entier à se joindre aux mobilisations qui auront lieu dans différents pays, le 6 mars, en hommage aux victimes des paramilitaires et des crimes de l'Etat en Colombie, en protestant ainsi contre ces faits et contre l'agression militaire du gouvernement d'Uribe envers le peuple de l'Equateur.

**Ligue Internationale des Travailleurs –  
Quatrième Internationale**